



Archives communistes (mlm)

JACQUES DUCLOS

Anniversaire des journées de février 1934 février 1935

Voici un an que l'émeute fasciste de la Place de la Concorde, visant à instaurer en France un régime semblable à celui de Hitler, était refoulée par l'action des masses populaires réalisant leur front unique dans le combat.

Déjà le 6 février 1934 de nombreux camarades socialistes avaient répondu « *présent* » à l'appel de notre Parti et étaient descendus dans la rue avec les communistes; plusieurs d'entre eux montèrent même la garde des locaux du Parti et des syndicats unitaires, dans la nuit du 6 au 7.

Devant la menace fasciste le prolétariat ressentait avec intensité la nécessité de réaliser son unité d'action.

L'émeute fasciste rendait sensible aux travailleurs socialistes le besoin de ne pas se tenir à l'écart de leurs frères communistes, le besoin de ne pas se laisser renouveler l'expérience allemande.

Cela explique pourquoi la manifestation du 9 février 1934 organisée par le Parti communiste rassembla des travailleurs de toutes tendances en dépit de certaines directives.

Des camarades socialistes avaient bien reçu en effet l'ordre de ne répondre qu'aux appels de leur parti, mais cela n'avait point empêché bon nombre d'entre eux de prendre part à la manifestation de la Place de la République dans laquelle *le Populaire* voyait « la première manifestation prolétarienne après le coup de force fasciste du 6 février. »

C'est le mérite de notre Parti communiste d'avoir su organiser une aussi vigoureuse riposte antifasciste et il est démontré sans contestation possible que la journée du 9 février fut décisive pour le succès de la grève générale du 12 février.

Ce sont là des constatations désormais historiques que ne changeront pas les arguties du renégat Doriot, champion après tant d'autres, de la lutte anticommuniste et insulteur de l'Union soviétique.

Ce Doriot, dont la bourgeoisie, avec sa presse pourrie, s'emploie à faire un « grand homme » pour son usage, peut bien essayer d'attribuer à d'autres qu'aux communistes les mérites de la réalisation du front unique; on n'en est pas, avec lui, à une déformation de la vérité près.

Il a bien le front de se présenter comme un champion de l'unité, lui qui a tenté de scissionner le Parti communiste et qui fait tout pour empêcher que soit appliqué à St-Denis le pacte d'unité d'action entre le Parti socialiste et le Parti communiste.

La vérité c'est que les efforts inlassables déployés par notre Parti pour réaliser le front unique avaient permis aux travailleurs socialistes et communistes de se retrouver dans des Comités de lutte du mouvement Amsterdam-Pleyel.

On ne dira jamais assez combien l'initiative prise par Henri Barbusse et Romain Rolland de convoquer le grand Congrès d'Amsterdam a contribué à faire progresser dans les esprits l'idée de l'unité d'action.

Le Parti communiste appuya dès ses débuts le mouvement contre le fascisme et la guerre et des millions de travailleurs socialistes rejoignirent les comités de lutte, malgré l'interdiction qui leur en était faite.

Ce fut là une première victoire du front unique. Les prolétaires socialistes étaient amenés à penser que si le front unique avait pu être réalisé en Allemagne comme le voulaient les communistes, Hitler n'aurait pas réussi son coup.

L'expérience tragique du fascisme allemand contribuait à faire entrer dans les têtes la nécessité de l'action commune en même temps qu'elle bousculait bien des illusions sur l'évolution pacifique de la démocratie bourgeoise vers le socialisme.

L'attaque du fascisme en France le 6 février résonna dans les coeurs des travailleurs socialistes et, devant le péril, la volonté de front unique monta avec une rapidité extraordinaire parce que l'initiative communiste du 9 février avait donné une base aux aspirations vers l'unité : l'action pour battre le fascisme.

Depuis, l'unité d'action a fait du chemin, le pacte a été signé, mais il

y a encore des coins du pays où le pacte n'est pas appliqué.

Il est indispensable que de telles situations soient réglées.

Nous sommes trop fermement attachés à l'unité d'action pour n'en pas combattre les adversaires où qu'ils soient; si haut placés soient-ils, car il s'agit là de l'avenir du prolétariat de notre pays et même, on peut dire, du prolétariat international, car chaque victoire antifasciste en France a des répercussions profondes dans les autres pays.

Le front unique doit être élargi à tout le pays, sans laisser où que ce soit des îlots rebelles et il doit être consolidé partout.

Pour pouvoir se battre en commun les travailleurs socialistes et communistes doivent se connaître.

C'est pourquoi dans chaque localité les contacts entre eux sont nécessaires, de même qu'est nécessaire la liaison entre toutes les organisations luttant contre le fascisme.

Dans la réunion des secrétaires des organisations socialistes et communistes de la Région parisienne, il a été demandé aux camarades des deux partis d'établir à la base les contacts indispensables, en vue de l'action à mener à l'occasion de l'anniversaire des événements de février, mais cela ne semble avoir été réalisé que d'une manière bien insuffisante par les camarades socialistes.

En outre, le Parti communiste avait proposé: que soit organisée le 2 février une délégation, des élus communistes et socialistes de la Seine se rendant de l'Hôtel de Ville à la présidence du Conseil pour

protester contre le mode électoral en vigueur à Paris et pour réclamer la représentation proportionnelle.

Le peuple de Paris que nous aurions appelé à se rassembler le long du parcours, aurait acclamé nos élus et signifié ainsi quelques jours avant l'anniversaire du 6 février, son mépris aux topazes de l'Hôtel de Ville qui furent aux premiers rangs des émeutiers de la Place de la Concorde.

Cette proposition qui n'a pas été acceptée par nos camarades socialistes, aurait eu pourtant une répercussion, politique considérable et si les discussions ne s'étaient pas prolongées jusqu'à l'avant-veille du jour prévu pour cette délégation, le Parti communiste en aurait fort bien pris l'initiative seul.

Cela aurait contribué à créer l'état d'esprit favorable à une grandiose riposte populaire au fascisme le 6 février dernier.

Les directives données pour contre-manifester à la Concorde ont d'ailleurs, comme on le sait, amené les fascistes à abandonner leur plan de grande manifestation et à se contenter, de déposer des fleurs place de la Concorde, tandis que Flandin allait à Notre-Dame, sans qu'on ait entendu la moindre mise au point ou protestation d'Herriot.

Il était cependant nécessaire de faire une réplique populaire à ces opérations fascistes.

C'est dans ces conditions que notre Parti communiste décidait le 7 février d'organiser le défilé de la Place de la République du 10 février dernier.

Le 7 au soir, alors que l'appel du Parti était prêt, deux délégués du Comité central qui se rendirent au Parti socialiste ne parvinrent pas à convaincre la direction centrale S.F.I.O.

Celle-ci ne se montrait pas enchantée de nos propositions et disait même, par la bouche de Séverac, qu'elle considérait le défilé de la République comme une sottise et s'en remettait aux décisions des fédérations de la Seine et de Seine-et-Oise.

Le soir-même, nos délégués s'entretenaient avec des responsables de ces fédérations qui après discussion et après avoir surmonté certaines hésitations acceptaient nôtre proposition.

Il n'est pas besoin ici d'insister sur l'importance politique de la Manifestation de la Place de la République dont le mérite revient à notre Parti communiste.

La leçon qui se dégage de cette expérience, c'est que dans la mesure où notre Parti est capable de prendre, même seul, les décisions qui s'imposent pour une action déterminée; les résistances à cette action sont surmontées et les conditions de l'action commune sont réalisées, d'où la nécessité pour notre Parti défaire preuve d'initiative et de fermeté.

La commémoration des journées de février a été digne de nos morts et les travailleurs français ont associé au souvenir de leurs morts le souvenir des morts d'Autriche qui eux faisaient l'insurrection le jour où en France avait lieu la grève générale.

L'évocation des héros autrichiens ne peut pas me pas nous rappeler que les communistes, les socialistes et le Schutzbund d'Autriche se

sont adressés aux Partis de la II^e et de la III^e Internationale en leur demandant de les soutenir dans leur lutte antifasciste.

Nous avons fait au Parti socialiste S.F.I.O. la proposition de répondre à cet appel en convoquant ensemble une Conférence des Partis socialistes qui à l'exécutif de l'I.O.S. se déclarèrent partisans de l'unité (Italie, Espagne, Suisse, Pologne, Autriche, France), ainsi que des Partis communistes correspondants, pour commencer enfin à faire à l'échelle internationale ce que nous faisons en France : l'unité d'action.

Nous n'avons pas encore de réponse officielle, mais notre proposition semble n'avoir pas été favorablement accueillie.

Et cependant il faut aller de l'avant dans la voie de l'unité d'action. Pour battre le fascisme qui déferle sur l'Europe, l'action commune dans tous les pays capitalistes est nécessaire.

Cela non seulement les communistes le pensent mais aussi les militants socialistes de notre pays; il faudra bien si la classe ouvrière veut se sauver qu'elle ne se laisse pas maintenir en état de division et d'impuissance par des adversaires de l'unité d'action.

Au cours de ce premier anniversaire des événements de février nous pouvons regarder avec fierté les succès de l'unité d'action dont notre Parti est le champion, nous devons aussi en établissant le bilan de ce qui a été fait, agir pour que demain plus qu'hier l'unité d'action soit *l'action*.

Avec ténacité, avec la volonté indomptable de pionniers du front unique, nous devons tout faire pour que partout l'unité d'action soit

un fait en France et pour qu'à l'appel de nos camarades autrichiens se réalise enfin l'unité d'action internationale et est-il besoin de le dire, personne ne comprendrait que les camarades socialistes ne fassent pas avec nous les efforts nécessaires pour la faire aboutir.

C'est l'action commune qui par-dessus tout compte et rien ne doit arrêter ceux qui se sont fixés pour tâche de faire triompher l'unité d'action qui seule permettra de battre le fascisme.

« Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain, car la défaite est leur maître. Le prolétariat manque de tradition révolutionnaire et d'expérience.

Et c'est seulement au cours de tentatives concrètes, d'erreurs juvéniles, de coups pénibles et de défaites, que le prolétariat acquerra l'éducation pratique - garantie du succès futur.

Pour les forces vitales de la révolution dont la poussée ininterrompue constitue la loi naturelle du développement de la société, la défaite signifie stimulation. Le chemin de la victoire va à travers une succession de défaites. » (Liebknecht)